

# Développer un esprit de citoyenneté Européenne

**Respectable Loge, L'Etoile bleue, Orient de Toulon, Région 2**

**Mots-clefs : Économie, Europe, Citoyenneté**

## Le constat

Nous constatons depuis plusieurs années au travers l'univers médiatique et politique, un désintérêt croissant des citoyens des pays européens au fonctionnement de l'Union européenne. Nous voyons s'opérer également une forme de déresponsabilisation des élus nationaux quant à l'application des règlements Européens. Beaucoup d'indicateurs nous font penser que nous sommes devenus de vieilles démocraties, et que nous avons ainsi atteint les limites de viabilité de notre système économique et social national (emploi, protection sociale...).

Depuis quelques années nous faisons également le constat d'une montée en puissance des mouvements nationalistes au travers notre vieux continent (Autriche, Hollande, Allemagne, France, Italie...). Les États-Unis cherchent continuellement à affaiblir l'Union européenne sur le plan politique et donc économique.

Nous sommes désormais face à une économie libérale qui a, à la fois, sorti des millions de gens de la pauvreté, mais qui augmente les inégalités des citoyens (50% les moins fortunés détiennent 1% du patrimoine mondial et 10% les plus riches possèdent 86% de la richesse mondiale).

Notre jeunesse est de plus en plus ouverte à l'international (la maison monde) et ne concentre plus son intérêt qu'uniquement sur notre continent européen.

## La problématique : analyse et réflexions

Nous pensons qu'il convient d'avoir une véritable vision pour le bien être des peuples dans un monde ouvert sans courir le risque de renfermement des pays sur eux-mêmes (= moyen indirect de lutter contre la tentation nationaliste).

Pour cela il faut que nous construisions la démocratie du 21e siècle dans un monde ouvert en s'appuyant sur l'organisation qui a créé la paix entre Européens. L'Europe a la chance d'être, est un rassemblement de vieilles démocraties qui se ressemblent.

Il faut que nous donnions envie d'être citoyen européen par les avantages que chacun en retire.

## Propositions concrètes, opérationnelles, disruptives

Il convient avant tout selon nous d'améliorer la visibilité de l'organisation de l'union Européenne et en élever le niveau de lisibilité auprès des citoyens sur différents sujets.

1. Politique : Faire un rapport annuel de l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne de façon à pointer les institutions publiques et privées européennes dont les actions seraient en contradiction avec ce texte fondateur. Rendre compte annuellement des conséquences de l'adoption des lois, sur la vie des Européens, par le biais d'une publication rédigée de façon simple et claire. Rendre compte, à chaque changement de présidence du Conseil, des orientations et des actions conduites dans le cadre des politiques économiques, sociales et culturelles de l'Union. Il faut se réapproprier l'engagement politique !
2. Newsletter : Inciter les citoyens à s'abonner aux différents services de communication du Parlement, de la Commission et du Conseil européens en publiant une lettre synthétisant l'activité de ces trois institutions.
3. Lobbying : atteindre la plus grande transparence sur les actions des lobbies de façon à clarifier les enjeux du vote de certaines lois. L'information doit être ici totale.
4. « Transparency ! » : rendre public les débats organisés par l'EUROGROUPE, cette structure informelle et obscure pour l'ensemble des citoyens européens.
5. Culture : se reconnaître dans un socle de connaissances et de savoir-faire
6. Langues : proposer l'apprentissage d'une à deux langues d'usage dans la zone euro. L'unité européenne y gagnera en cohérence.

7. Histoire et enseignement : former à la citoyenneté européenne par un enseignement destiné aux élèves mais également aux adultes. Histoire de la naissance de l'Europe et décryptage de son fonctionnement. Les textes fondamentaux.
8. Arts et sciences : financement de projets européens. Littérature, peinture, sculpture, cinéma mais également recherche fondamentale, technologies de l'information etc. sont le ciment d'une fondation durable.
9. Bibliothèque européenne : mettre à disposition, a minima, des extraits d'œuvres des grands penseurs et créateurs européens.
10. Diversité : protéger et faire connaître les spécificités culturelles locales. Les traditions, l'artisanat et le folklore participent à alimenter l'idée d'une Europe diverse mais ancrée dans une histoire commune.
11. Constitution : Les Européens devraient pouvoir se reposer sur un document fondateur intégrant les volets du social, de l'économique, du culturel, des sciences, de l'institutionnel, de la santé
12. Institutions : Clarifier le fonctionnement de la Commission, du Parlement et du Conseil. Rompre les liens entre lobbies et les institutions. Réactiver les corps intermédiaires classiques tels que les syndicats, les corporations de professions ou d'entreprises, les ONGs, les associations etc. déclarés officiellement. Interdire les groupes de pression ne représentant qu'une multinationale ou un groupement de sociétés privées.
13. Les partis : pouvoir voter pour un mouvement ou un parti européen.
14. Citoyenneté : proposer un réel statut juridique européen ouvrant des droits civils mais également instituant des devoirs comme par exemple la participation à un service citoyen au profit de la communauté européenne.
15. Social : instituer une sécurité sociale européenne, un revenu minimum, un droit au logement ainsi qu'au travail etc. Plus globalement initier de grands projets sociaux conçus pour l'intérêt général des citoyens.
16. Justice : élargir le champ d'action de la Cour de justice de l'Union européenne.
17. Économie : faire évoluer la doctrine vers l'objectif du bien-être commun. La coopération et la mutualisation des compétences seraient l'Alpha de la création de projets porteurs d'avenir. Se réinscrire dans le temps long est ici indispensable. Un acte de révolution intellectuelle.
18. Observatoire : créer une agence qualifiée pour juger de l'application des lois et évaluer leurs impacts sur les peuples européens (cf montée de l'intégrisme et des mouvements identitaires et racistes en Europe).
19. Prospective : identifier tous les scénarii d'évolution de la politique européenne et proposer des orientations recouvrant les besoins de l'économie, du social, du culturel, des sciences, de l'institutionnel, de la santé... mais également les impératifs en termes d'aménagement des territoires ; avec comme références, la constitution européenne et la convention européenne des droits de l'homme.
20. Aménagement du territoire : Favoriser le financement de projets de communautés transfrontalières, et/ou interrégionaux bi ou multinationaux. Créer des parcs naturels et des zones franches transfrontalières. Élaborer une signalétique européenne (deux langues au moins) identifiant les institutions publiques, les panneaux routiers, les hôtels, etc. Améliorer les axes routiers, aménager les aéroports... de façon à faciliter les flux.
21. Communication : Développer des médias bi ou multinationaux (à l'image de ARTE). Faciliter la réception de toutes les chaînes publiques européennes. Mentionner dans tous les lieux publics la devise de l'Europe : « Unis dans la diversité ». Afficher dans les lieux les plus opportuns la Constitution et la Convention européenne des droits de l'homme.
22. Fonctionnement politique : Nommer un ministre de l'Europe en remplacement du commissaire. Le ministre doit rendre des comptes à la nation contrairement au commissaire. Permettre aux Européens de participer à toutes les élections locales de leur pays de résidence (communales, départementales et régionales).
23. La Ville : Transformer le concept de jumelages en partenariats citoyens.
24. Échelon du citoyen : Identifier des mesures concrètes visant à développer chez chaque citoyen une fierté d'être européen au sein du monde.
25. Éducation : Créer une certification pour un parcours ERASMUS.
26. Contribution fiscale : Permettre à tout citoyen de payer un certain pourcentage de son impôt sur le revenu au profit de l'UE pour alimenter un fond destiné aux financements de projets socio-culturels.